



CIPA

COLLOQUE INTERNATIONAL DE L'INNOVATION PEDAGOGIQUE AFRICAINE

Enjeux, Défis et Perspectives du Numérique dans la Formation des Enseignants

24 - 26 octobre 2022

Palais des Congrès, Yaoundé, Cameroun
(en présentiel et en distanciel)

Appel à communication

Mai 2022

1. Argumentaire

La crise économique qui a frappé l'Afrique au cours de la décennie 1980 a eu un impact considérable sur plusieurs secteurs dont l'éducation. Les écoles de formations ont été fermées, contribuant à l'exacerbation du manque d'enseignants dans tout le secteur éducatif. Avec le départ de certains enseignants à la retraite, la nécessité d'identifier des solutions s'est imposée. C'est ainsi que dans l'enseignement primaire au Cameroun, plus d'une décennie après la crise, quelques écoles de formation ont été réouvertes, avec des effectifs très réduits et sans engagement de l'état quant à leur intégration. Pour atténuer le déficit en enseignants, des recrutements des enseignants ont été engrangés. Certains enseignants formés, sont recrutés au même grade (IEG), reçoivent la même formation initiale mais, bénéficient de divers statuts en fonction de leurs conditions de recrutement: contractuel, contractualisé ou fonctionnaire (Djeumeni Tchamabe, 2015). D'autres non formés, notamment, certains maîtres de parents et les maîtres communautaires qui ont été recrutés respectivement par les Associations des parents d'élèves (APEE) et par les collectivités territoriales, ne peuvent bénéficier que des formations organisées lors des séminaires ou des journées pédagogiques. Ceux-ci n'appartiennent pas aux effectifs des personnels de la Fonction Publique, mais exercent pour le compte de l'APEE. En effet, du fait des tensions budgétaires ne favorisant pas le recrutement en masse, les APEE viennent en aide à l'Etat en recrutant comme maîtres de parents, les IEG et aussi ceux n'ayant jamais reçu une formation. En fonction des localités et des pays, ceux-ci sont titulaires du Baccalauréat, du Probatoire, du BEPC et même du CEPE ou CEP.

Le défi de la formation des enseignants de l'enseignement primaire est ainsi lié aux conditions de recrutement et de formation : diversité des profils et statuts qui en résultent (IEG¹, IAEG, IET, ICEMP, IPEG, MP) pour exécuter la même fonction.

Par ailleurs, les crises sécuritaires et sanitaires ont permis de constater que l'enseignement primaire en Afrique Centrale est marqué par des approches de perfectionnement professionnel peu efficaces, qui en affectent la qualité. Au-delà, il semble remarquable, la difficile atteinte des objectifs du développement durable (ODD4) et le cadrage dans l'Education pour tous (EPT) envisagé par l'UNESCO.

Depuis le début de la pandémie à Covid-19, dans les efforts déployés par les systèmes éducatifs afin de trouver rapidement des solutions permettant d'allier les nécessités de confinement aux besoins de poursuivre l'éducation et la formation, les écarts entre les enseignants se sont décuplés. Ils se manifestent entre ceux qui ont réussi à s'arrimer aux exigences du numérique éducatif ou TICE grâce à leurs investissements personnels dans l'acquisition des outils de travail et l'accès à des formations, et ceux qui n'ont pas pu accomplir cet exploit. Ces derniers cas, impuissants, se trouvent atteints au niveau de leur sentiment d'efficacité personnelle (Bandura, 2003).

Dans ce contexte, de nouvelles voies sont donc nécessaires pour le développement de pratiques efficaces et inclusives de formation initiale et continue des enseignants. L'innovation pédagogique semble étroitement liée à l'introduction de nouveaux outils et de

¹ Instituteur de l'enseignement général

nouvelles technologies éducatives. A cet effet, le Projet d'Adaptation, de Résilience et d'Innovation (PARI) pédagogique est initié afin de concevoir et mettre en place des contenus et un dispositif de gouvernance innovants pour former les formateurs en contexte bi-plurilingue en format hybride et selon une perspective inclusive et différenciée.

En fait, s'il est vrai que, lorsque le débat porte sur l'innovation, la didactique s'avère la première référence ; il s'agit du « quoi » de l'enseignement qui se réalise dans différents modèles pédagogiques. Il paraît difficile d'oublier le « comment », facteur indiquant le point de vue enseignant ou celui de l'apprenant, c'est-à-dire quels sont les outils nécessaires au processus d'enseignement-apprentissage. Ce qui implique pour l'enseignant une bonne orchestration de ces deux dimensions dans la salle de classe.

Ainsi, « l'orchestration fait référence à la manière dont un enseignant gère en temps réel les différents niveaux des activités dans un contexte caractérisé par plusieurs contraintes » (Dillenbourg, 2013, p.485). Ce dernier met l'accent sur la conception pédagogique. Pour lui, l'enseignant est soumis dans une salle de classe à des contraintes d'organisation qui font appel à des scénarios informatisés ou non, comme la gestion du travail en équipe, des exposés, des simulations, des jeux-questionnaires entre autres, etc.

L'orchestration dans une salle de classe, fait référence à un enseignant qui pourrait modifier ses notes de cours en fonction des réalités observées en classe (Dillenbourg et Jermann, 2010) pour l'adapter aux conditions réelles. L'adaptation à temps réel apparaît comme un paramètre à considérer dans l'orchestration en éducation. Ces contraintes concernent le curriculum, l'évaluation, le matériel didactique disponible, le temps d'enseignement, et l'espace disponible dans la classe (Dillenbourg et Jermann, 2010).

L'enseignant, le chef d'orchestre selon Charlier (2006) fait l'orchestration des ressources qui consiste en l'organisation intentionnelle et systématique de l'enseignement compte tenu de l'utilisation des différentes ressources présentes dans l'environnement (Trouche, 2004). Guedet et Trouche (2011) ajoutent qu'il est nécessaire de considérer une diversité de variables pouvant se présenter lors d'un projet d'enseignement : les variables didactiques, les variables d'artefacts et les variables d'agencement. Ces derniers considèrent aussi les scénarios de préparation d'un enseignement en faisant référence à la manière dont les ressources technologiques peuvent être combinées. Ils considèrent aussi les adaptations qui pourront permettre l'écriture d'un script pouvant soutenir les activités des élèves tout en remplissant les objectifs d'enseignement (Nongni, 2019).

La formation professionnelle des enseignants en Afrique connaît donc des tensions diverses du fait de ces conditions de formation initiale et continue dans un contexte de crises sanitaire et sécuritaire à l'ère du numérique. Des questionnements nouveaux apparaissent comme :

1. Comment former massivement à distance des professionnels ? Quels dispositifs robustes, résilients et inclusifs privilégier? Quelles modalités pour la formation pratique?
2. Comment appuyer l'effort supplémentaire imposé aux systèmes éducatifs par ces nombreuses crises ? Comment les systèmes éducatifs pourront-ils aider à garantir un avenir meilleur à cette jeunesse confrontée aujourd'hui à un chômage de masse ? Comment penser le développement durable à l'École?

3. Quelles politiques éducatives pour penser l'éducation des jeunes à l'École et hors de l'École (famille, médias, espaces culturels, sportifs, centres de loisirs, etc.) et une formation de qualité pour les enseignants ?
4. Quelles politiques éducatives pour penser le prolongement de cette formation initiale, pour des jeunes qui quittent le système éducatif, mais aussi pour celle de tous les adultes ?
5. Comment penser une véritable formation continue pour tous ?
6. Quelles politiques éducatives pour penser une formation professionnelle de qualité pour les jeunes, adaptée aux besoins socio-économiques des différents pays et qui leur permettra de s'insérer chez eux dans la durée ?
7. Comment les modalités de formation initiale et continue en environnement numérique d'apprentissage adaptées au contexte local contribuent-elles au renforcement de la résilience des enseignants à se maintenir en fonction ?

Le Colloque international de l'innovation pédagogique africaine (CIPA) qui se tiendra à Yaoundé (Cameroun) du 26 au 28 Octobre 2022 sur la thématique « Numérique et formation des enseignants en Afrique : enjeux, défis et perspectives », est une plateforme organisée par un consortium constitué du PARI pédagogique et de ses partenaires, en l'occurrence, l'École Supérieure des Techniques Avancées pour le Développement (ESTAD) et Expoland, qui rassemble les acteurs de l'éducation afin de réfléchir et d'apporter des réponses aux défis auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs du continent africain. Dans ce cadre d'échange d'expériences de différents pays et continents, sont abordées, les nouvelles approches et pratiques liées à l'éducation, à l'orientation professionnelle, et les perspectives de l'éducation dans un contexte mondial marqué par l'internationalisation et la digitalisation de l'enseignement-apprentissage.

Le CIPA vise, à l'ère du numérique, en contexte de crises sanitaire et sécuritaire, à partager et mutualiser de bonnes pratiques pour permettre la prise en charge efficace des formations professionnelles initiales et continues des enseignants, aussi bien théoriques que pratiques.

2. Axes de travail

Le cadre systémique et international établi par le projet PARI, ainsi que la perspective internationale de ce 1^{er} colloque, offrent un terrain particulièrement propice aux échanges rigoureux et constructifs autour des axes ci-après :

Axe 1 : la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage en milieu bilingue ou plurilingue

Thèmes :

1. L'éducation au plurilinguisme (ouverture interculturelle, insertion professionnelle, inclusion scolaire, développement durable...) ?
2. La diversité des établissements plurilingues (curricula, modalités d'enseignement, enseignement en langue étrangère de disciplines non linguistiques, échanges scolaires, formation...)

3. Les stratégies pédagogiques pour l'enseignement du –et en- français dans les établissements plurilingues ?
4. Les utilisations des technologies du numérique pour l'enseignement des langues et la formation des enseignants de langues
5. La gouvernance des établissements plurilingues
6. Le partage d'expériences sur l'éducation bi-plurilingue et pluriculturelle

Axe 2 : offrir des nouvelles chances aux enfants à besoins spéciaux, aux jeunes non-scolarisés et déscolarisés

Thèmes :

1. Les compétences de vie courantes chez les déscolarisés
2. Enseigner autrement : les écoles de la vie
3. Représentations sociales du handicap et écoles inclusives
4. Prévention et éducation à la santé
5. Les dispositifs de formation professionnelle et technique des déscolarisés

Axe 3 : offrir des environnements numériques robustes aux enseignants pour améliorer leurs pratiques

Thèmes :

1. Portée et usages d'un observatoire en ligne des bonnes pratiques éducatives
2. Les environnements informatifs à Apprentissage Humain (EIAH) usages en formation
3. Impact des TIC sur la continuité pédagogique en période de crise
4. La Qualité de l'enseignement avec les TIC
5. Les TIC à l'École et le développement durable

Axe 4 : renforcer la résilience des systèmes éducatifs par des dispositifs de formation continue et continuée tout au long de la vie

Thèmes :

1. Production des ressources numériques
2. Scolarisation des filles et gouvernance numérique
3. Utilisation des TIC à l'École Primaire
4. Formation initiale et continue des enseignants autrement
5. Formation continue des adultes et des déscolarisés
6. La place des recherches sur les TICE dans la formation des enseignants en Afrique

3. Modalités de soumission des propositions

À l'effet de capitaliser toutes les compétences, les acquis scientifiques et technologiques du colloque en vue du développement durable du numérique éducatif en Afrique, un appel à communication sera lancé à l'intention des acteurs au cours de la deuxième moitié du mois d'avril 2022. Ainsi, les propositions de contributions soumises au Comité scientifique ne devront pas excéder **2500 caractères** ; soit l'équivalent d'une page (espaces y compris, police Times New Roman taille 12, interligne simple). Elles devront clairement indiquer, le titre de la communication, la liste des auteurs et leurs adresses, l'axe dans lequel s'insère la proposition, la problématique, la méthodologie qui sera employée et présenter les grandes articulations du plan de la future communication.

Ces résumés devraient être produits en français ou en anglais, accompagnés de cinq mots clés au maximum et des références bibliographiques ainsi qu'une présentation sommaire de l'auteur en 10 lignes (institution de rattachement, poste, quelques publications importantes si applicable).

En vue la production des actes du colloque, les auteurs des résumés retenus seront invités à soumettre un manuscrit complet présenté suivant les instructions communiquées après confirmation de la sélection de leurs propositions..

4. Conditions de participation

Le colloque est ouvert à tous les acteurs opérant dans les différents thèmes du colloque notamment, les universitaires (étudiants et enseignants), les chercheurs, les décideurs, les organisations de la société civile, les start-up du domaine des technologies éducatives.

Trois types de participants sont attendus :

- les institutions et personnes ressources invitées et prises en charge par l'organisation ;
- les organisations/structures et personnes ressources inscrites à titre individuel et dont la participation a été acceptée par l'organisation. Ceux ayant des communications à présenter auront, à travers le formulaire d'inscription, la possibilité de souscrire pour une présentation en ligne ou en présentiel.
- les opérateurs privés et de la société civile du domaine du numérique éducatif proposant une communication scientifique ou ayant des produits à exposer sur les stands qui seront mis en place sur le site du colloque.

Frais de participation :

- des enseignants/chercheurs internationaux : 50 000 FCFA, soit 75 euros.

- des autres professionnels : 65 000 FCFA, soit 100 euros.

Les étudiants, les chercheurs nationaux et ceux originaires des pays en voie de développement bénéficient d'une bourse.

5. Calendrier

• Date limite de réception des propositions de communications : lundi 15 juillet 2022 minuit à travers **le lien courriel suivant**: colloquecipa2022@gmail.com

Réponse aux auteurs(es) présélectionnés(es) : **lundi 22 juillet 2022** après examen par le conseil scientifique et précision des éléments supplémentaires à fournir ;

• Date limite de réception des communications définitives : **vendredi 30 septembre 2022**.

• Tenue du colloque : **du 24 au 26 octobre 2022**.

6. Comité scientifique

Prof. Anastasie Obono, Université Omar Bongo, Libreville, Gabon

Prof. Antoine Mian, Université Houphouet Boigny, Côte D'ivoire

Prof. Beche Emmanuel, Université de Maroua, Cameroun

Prof. Belinga Bessala Simon, ENS de l'Université de Yaoundé I, Cameroun

Prof. Colette Mvoto Meyong, Université de Douala, Cameroun

Prof. Emmanuelle Voulgre, Université Paris Cité, Université Descartes, France

Prof. Fouda Njodo, ENS de l'Université de Yaoundé I, Cameroun

Prof. George-Louis Baron, Université Paris Cité, Université Descartes, France

Prof. Gervais Colette, Université de Montréal, Canada

Prof. Jacques Beziat, Université de Caen, France

Prof. Fatima Chnane-Davin, Université Aix Marseille, France

Prof. Justin Ngoya, Université De Montréal, Canada

Prof Marcelline Djeumeni Tchamabe, ENS de l'Université de Yaoundé I, Cameroun

Prof. Michael Nkwenti, ENS De Yaoundé, Université de Yaoundé I, Cameroun

Prof. Pierre Fonkoua, ICT University, Cameroon

Prof. Vassilis Komis, Université de Patras, Grèce

Prof. Victor Mbarika, Président ICT University, Cameroon